

Les forces armées en Egypte

Pacificateurs avec date d'expiration ?

WITOLD MUCHA*

AHMED KHALIFA**

Avec l'éviction du président égyptien Mohamed Morsi le 3 juillet 2013, les événements qui ont conduit à la démission du président Hosni Moubarak deux ans plus tôt semblaient se reproduire. Dans des contextes politiques très différents, les deux présidents ont été confrontés avant leur chute à des adversaires similaires : à la fois un mouvement de plus en plus populaire dans la rue et les responsables militaires qui allaient finir par se ranger du côté de l'opposition. Le rôle de ces derniers au cours de chacune des deux évictions fut l'objet d'analyses aussi bien de la part des responsables politiques que des experts et des médias¹. Plus particulièrement, le général Abdul-Fattah al-Sisi, commandant en chef des forces armées égyptiennes et actuel dirigeant *de facto* du pays, a suscité une certaine méfiance pour deux raisons. Premièrement, l'armée a renversé Morsi, qui avait été officiellement élu, et a pris le pouvoir. Deuxièmement, l'armée a pris des mesures contre les Frères musulmans de Morsi en recourant à la violence².

Pour certains observateurs, al-Sisi et l'armée semblent ainsi avoir assis leur pouvoir qui avait été sérieusement remis en question l'année précédente par le gouvernement Morsi. Apparemment, l'armée n'allait pas se limiter à l'usage de la violence contre la confrérie au nom du peuple qui manifestait³. De récentes déclarations d'Ahmed Shafik, dernier premier ministre de Moubarak ou d'Amr Moussa, ancien ministre des Affaires étrangères, accentuent les suspicions selon lesquelles l'armée chercherait à s'emparer du pouvoir politique. Shafik et Moussa ont pré-

*Witold Mucha est politologue avec une expérience dans le domaine des politiques de développement dans la région des Andes et en Afrique centrale. Basé à l'Université de Duisburg-Essen, en Allemagne, il est intéressé par les études de paix et de conflit avec un accent sur les processus d'escalade et de désescalade dans le conflit armé interne. M. Mucha est doctorant et chercheur indépendant à l'*Institute for Development and Peace* et détient une bourse accordée par la *Heinrich Böll Foundation*.

**Ahmed Khalifa est un chercheur sur la paix et les conflits au *Bonn International Center for Conversion*, en Allemagne. Actuellement, il mène des recherches sur les positions et les intérêts économiques des acteurs politiques pendant et après le Printemps soi-disant arabe en Egypte, la Jordanie, le Soudan et la Syrie. Il a également associé la recherche et le photojournalisme, documentant de manière indépendante le changement politique en Égypte.

senté publiquement leur candidature aux élections présidentielles prévues pour 2014 conformément aux projets d'al-Sisi. Shafik a par exemple déclaré qu'il ne se présenterait pas si al-Sisi venait à être candidat aux élections, « Que Dieu soit avec lui. Nous allons tous le soutenir et je suis le premier à le faire⁴ ».

Dans ce contexte, cet article analysera le rôle des forces armées de la période allant de la démission de Moubarak en février 2011 à l'éviction de Morsi en juillet 2013. Il s'agira de comprendre dans quelle mesure l'armée a contribué à l'escalade et à l'apaisement lors des affrontements violents qui eurent lieu en Égypte au cours de cette période. L'analyse portera moins sur les motivations politiques que sur les décisions prises et les déclarations officielles. En d'autres termes, les auteurs s'intéresseront à *ce que* les forces armées ont entrepris à des fins d'escalade ou d'apaisement au début du conflit civil, plutôt que *les raisons pour lesquelles* les forces armées ont agi de la sorte. La question fondamentale est dans quelle mesure les forces armées se sont abstenues d'une répression violente contre les forces d'opposition devenant ainsi une force d'apaisement dès les premiers jours du Printemps arabe en 2011.

Cet article s'articulera autour de trois sections. Une brève revue de la littérature présente les principales conclusions sur la fonction répressive et prétendument de stabilisation de l'armée dans les régimes autoritaires, révélant une lacune en termes de recherches portant sur les réponses non-répressives et de stabilisation des forces armées. Ensuite, en s'appuyant sur une analyse empirique de cinq épisodes d'escalade en Égypte depuis l'éviction de Moubarak début 2011, l'article retrace le rôle des forces armées pour établir dans quelle mesure les forces armées ont activement contribué à la désescalade, si toutefois tel fut le cas ? Enfin seront présentées des conclusions et des pistes de recherches futures. Les résultats empiriques reposent pour l'essentiel sur des enquêtes de terrain menées au Caire entre 2011 et 2013.

La stabilité par la répression

Le rôle des forces armées confrontées à un début de conflit civil fut abordé à travers le rôle paradoxal de « stabilisateur » que joue la répression étatique dans les systèmes autocratiques. Plus particulièrement, les travaux fondamentaux du *Political Instability Task Force* (PITF), ont établi la croyance traditionnelle selon laquelle les opportunités d'organisation sont trop limitées pour les insurgés dans une autocratie ou une dictature pure. Ainsi, la probabilité d'une action collective réussie est trop faible⁵. Alors que les démocraties pures permettent l'organisation d'actions collectives pacifiques et que les autocraties pures en suppriment toute forme, les soi-disant *semi-démocraties* sont apparues particulièrement exposées à

des conflits. Confrontées à une phase de transition volatile, les anciennes élites politiques et militaires craignent les changements dans le *statu quo* alors que de nouvelles factions populaires émergent. En conséquence, la politique et la rhétorique belligérantes engendrent des processus de fragmentation et de radicalisation qui, en retour, sont susceptibles de propager des cycles de violence⁶. La menace de répression, voire même la répression modérée, a en effet rarement été remise en question en tant que facteur de stabilisation au niveau national⁷. Des études plus récentes considèrent les forces armées comme des acteurs majeurs dans le succès des efforts de construction de la paix au niveau *local* et de manière *quotidienne*⁸. Bien que la majeure partie des études aient implicitement présenté les forces armées comme faisant partie intégrante d'un régime autocratique, les révoltes du Printemps arabe en particulier ont montré que les pouvoirs en place se basaient finalement sur les capacités répressives des armées sur le terrain⁹.

Les capacités répressives des forces étatiques sont donc utilisées comme argument majeur plutôt que sur les décisions réellement prises par les parties prenantes. Cette conception linéaire de la police et des forces armées comme acteurs se caractérisant principalement par leurs moyens répressifs sera questionnée dans le présent article. Reposant de manière empirique sur la manière dont les forces armées ont réagi à la situation explosive en Égypte depuis 2011, cette étude montrera que la décision de l'armée de ne pas prendre part aux affrontements a permis de désamorcer le début du conflit. Contrastant avec la confiance généralement accordée par la communauté académique au pouvoir de dissuasion, une analyse qualitative portera sur le rôle actif joué par les forces armées pour empêcher la propagation de la violence. Il sera montré qu'en n'utilisant pas de moyens militaires, permettant aux masses d'exprimer ouvertement leurs revendications à l'adresse du pouvoir en place, les forces armées ont contribué à maintenir les affrontements à un faible niveau d'intensité. Cet argument se voit mis en difficulté lorsque les responsables militaires décident de recourir à la violence contre certaines parties de ces masses.

La partie suivante montrera dans quelle mesure l'armée égyptienne a évité la répression violente contre les forces d'opposition devenant ainsi une force d'apaisement dès les premières heures du Printemps arabe en 2011.

Étude de cas : l'Égypte, 2011-2013

Trois éléments motivent le choix de l'Égypte (2011–2013) comme étude de cas majeure. Premièrement, un mouvement de contestation hétérogène et non-armé a permis de renverser le régime de Moubarak qui était au pouvoir depuis plus de trois décennies. Deuxièmement, contrairement aux guerres civiles en Libye

(2011) ou en Syrie (2011 – en cours), aucune escalade à grande échelle n'eut lieu en dépit des affrontements violents entre les partisans du régime et les forces d'opposition. Avec 846 morts au cours des révoltes de février 2011, et 150 autres par la suite, ainsi que plusieurs milliers de morts lors du renversement de Morsi début juillet 2013, le Printemps arabe égyptien peint un autre tableau comparé aux 30.000 morts que connurent les combats en Libye et au nombre de victimes en Syrie qui s'élève bien au-delà des 100.000. Troisièmement, au cours de la phase de transition précédant les élections parlementaires et présidentielles, les responsabilités du président furent endossées par le *Supreme Council of the Armed Forces* (SCAF). En dépit des tensions en cours, le SCAF fut en mesure de maintenir une paix relative au sein de l'architecture institutionnelle de l'État post-Moubarak. Cela étant, comme précédemment suggéré, l'armée est devenue le principal acteur derrière l'éviction de Morsi en juillet 2013, en recourant à la force violente. Ce changement de posture sert l'objectif de notre analyse en ce qu'il permet de mettre en lumière le rôle de pacificateur temporairement joué par l'armée égyptienne.

Le cas de l'Égypte est pertinent en raison de sa faible intensité de la violence et des changements fondamentaux concernant le statut quo du pouvoir politique. Son attitude modérée lors de la phase initiale de transition a étonné aussi bien les chercheurs que les observateurs politiques. L'objectif global de cet article est de faire la lumière sur cette énigme interdépendante, à savoir une faible intensité de la violence et une armée modérée. Pour quelle raison, et dans quelle mesure, les forces armées ont-elles contribué à l'apaisement des tensions violentes en Égypte depuis le début de l'année 2011 ? Les auteurs examinent la dynamique des dépendances historiques qui permet d'identifier des divergences entre les facteurs de causalité ayant alimenté ou inhibé le début du conflit. Les facteurs alimentant le conflit (escalade) sont compris comme étant les facteurs augmentant l'intensité d'un conflit et la gravité des tactiques mises en œuvre par la suite. Les facteurs inhibant le conflit (désescalade) sont compris comme les facteurs diminuant la sévérité des moyens coercitifs mis en œuvre au lendemain d'un conflit¹⁰.

L'article se concentre sur les mesures adoptées par les forces armées dans l'inhibition de la violence dans le pays, d'examiner à la fois les opérations physiques des forces armées (par exemple affaiblir les masses contestataires) et leurs déclarations officielles (par exemple l'appel à cesser les violences). Compte tenu du caractère récent de la transition en Égypte, l'analyse portera sur une période brève, d'environ 33 mois, entre la démission de Moubarak en février 2011 et la rédaction de cet article (octobre 2013). Cinq épisodes d'escalade seront examinés, à savoir : les révoltes ayant conduit à l'éviction de Moubarak en février 2011 (environ 846 morts), les affrontements violents liés aux élections parlementaires en novembre 2011 (environ 41 morts), les échauffourées de Port-Saïd en février 2012

(environ 86 morts), les affrontements de Port-Saïd, toujours liés au football, un an plus tard (environ 66 morts), et les affrontements violents lors du renversement de Morsi début juillet 2013 (entre 1.200 et 1.500 morts environ)¹¹.

Au-delà du nombre élevé de morts (voir le graphique ci-dessous), ces cinq épisodes ont été retenus comme des intra-cas compte tenu de deux caractéristiques spécifiques. D'abord, la phase de transition ayant été administrée par le SCAF (février 2011 / juin 2012) et par le gouvernement Morsi (juillet 2012 / juillet 2013), une analyse des épisodes d'escalade durant ces deux phases nous aidera à identifier des évolutions dans la manière dont l'armée a réagi aux crises. Ensuite, en plus de ce haut niveau institutionnel, trois épisodes apparaissent utiles pour analyser les différentes constellations d'acteurs du conflit. Alors que les forces anciennement anti-Moubarak affrontaient les partisans du SCAF au lendemain des élections parlementaires de novembre 2011, par exemple, l'incident de Port-Saïd en février 2013 eut lieu durant la présidence de Morsi. En soi, les différentes constellations d'acteurs de ces épisodes devraient mieux illustrer les réponses de l'armée en termes d'apaisement. Outre ces critères de sélection, il est important de prendre en compte le fait que chaque épisode a comme toile de fond des bénéfices devant être « distribués » après la chute de l'ancien régime Moubarak. Naturellement les forces anciennes comme émergentes se disputeront des « parts du gâteau » politique, économique et culturel. Il n'est pas surprenant par exemple que les échauffourées de Port-Saïd en février 2012 et 2013 aient coïncidé avec l'anniversaire de la chute du président Moubarak en février 2011. Comme le montre le graphique ci-dessous, les 846 personnes tuées au cours des soulèvements populaires de janvier-février 2011 et les victimes suite à l'éviction de Morsi en juillet 2013 semblent exceptionnelles. En effet, avant et après l'éviction de Moubarak, des incidents violents mineurs eurent lieu, sans qu'ils n'atteignent pour autant l'ampleur de février 2011 ou de juillet/août 2013. Il n'est pas surprenant de constater que la présidence de Moubarak, qui a duré trois décennies, apparaisse parmi les systèmes autocratiques stables précédemment évoqués¹².

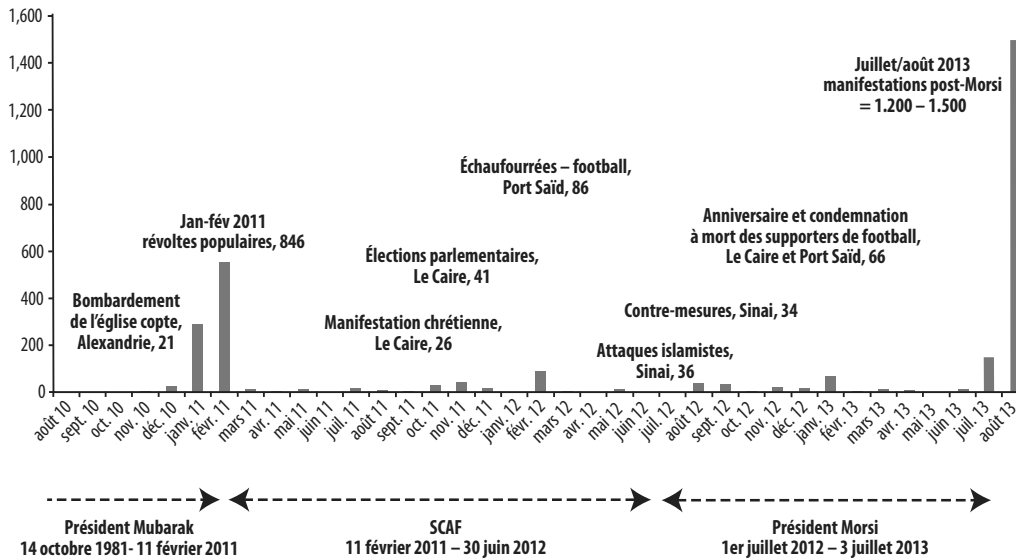


Figure. Personnes tuées en Égypte, août 2010 - août 2013. (Données de « CrisisWatch Database », *International Crisis Group*, 2013, www.crisisgroup.org/en/publication-type/crisiswatch/crisiswatch-database.aspx?CountryIDs={B915F536-D27C-4FAC-A808-06B2551C8ADB}&#results ; « Egypt », Amnesty International, 2013, www.amnesty.org/en/middle-east-and-north-africa/north-africa/egypt ; et « Timeline of Turmoil in Egypt after Mubarak and Morsi », *New York Times*, 2 juillet 2013, www.nytimes.com/interactive/2013/07/02/world/middleeast/03egypt-timeline-morsi.html?_r=0#/#time259_7834).

La chute de Moubarak, février 2011

Au cours des derniers jours au pouvoir de Moubarak, début février 2011, les dirigeants militaires ont clairement contribué à apaiser les masses contestataires de plus en plus nombreuses dans le pays. Le 28 janvier 2011, le *vendredi de la colère*, lorsque les forces égyptiennes de sécurité intérieure ne parvinrent pas à mettre un terme aux contestations et que la police déserta les rues, ce fut au tour de l'armée de jouer un rôle vital dans l'arrêt des violences au Caire et dans les autres villes. L'armée assura qu'elle n'ouvrirait pas le feu quelle que soit la situation. Cette tactique dissocia les forces armées du régime de Moubarak. Par ailleurs, les manifestants saluèrent l'armée comme un protecteur contre l'appareil de sécurité du régime¹³. Il est très probable qu'un comportement répressif de l'armée eût encouragé les militants dans leurs intentions de s'armer pour défendre leur cause¹⁴. Toutefois, le soutien accordé par les dirigeants de l'armée aux « revendications légitimes » du peuple et le fait qu'ils aient approuvé les manifestations « pacifiques » ont scellé leur rupture avec le régime de Moubarak¹⁵. Cela étant, en dépit de leur coopération initiale avec l'opposition, les forces militaires ont affronté les manifestants à plusieurs reprises après que le SCAF ait pris le pouvoir et dirigé le pays au lendemain de l'éviction de Moubarak.

Les élections parlementaires, novembre 2011

Après le départ de Moubarak en février 2011, le SCAF a assumé les responsabilités du président. Toutefois, en octobre 2011, le peuple égyptien était de plus en plus mécontent et l'ensemble des partis et des militants politiques accusait les militaires de ne pas céder le pouvoir à un gouvernement civil. Cette revendication s'est faite plus forte après la déclaration en novembre 2011 des principes supra-constitutionnels par le SCAF¹⁶. Ce dernier annonça, fin septembre 2011, que les élections pour l'Assemblée du peuple allaient débiter le 28 novembre 2011 et conseilla à la Haute commission électorale (HCE) de programmer les élections en trois étapes pour des questions de sécurité et au regard de l'étendue géographique du pays¹⁷. La première étape débuta les 28 et 29 novembre, le second tour ayant lieu les 5 et 6 décembre, incluant les neuf gouvernorats du Caire, Fayoum, Port-Saïd, Damiette, Alexandrie, Kafr el-Cheikh, Assiout, Louxor et la Mer Rouge. La deuxième étape eut lieu les 14 et 15 décembre, avec le second tour les 21 et 22 décembre dans les neuf gouvernorats de Gizeh, Beni Suef, Menoufia, Sharqiyah, Ismaïlia, Suez, Beheira, Sohag et Assouan¹⁸. La troisième étape débuta les 3 et 4 janvier 2012, le second tour de scrutin ayant lieu les 10 et 11 janvier dans les neuf gouvernorats du Minya, Qalyubiya, Gharbeya, Daqahliya, Sinaï Nord, Sinaï Sud, Marsa Matrouh, Qena et la Nouvelle-Vallée¹⁹. Les élections parlementaires pour la Chambre haute (Conseil de la Choura) et la Chambre basse (Assemblée du peuple) s'étendirent ainsi sur près de trois mois et demi²⁰.

Avant et durant les élections parlementaires, deux confrontations violentes entre l'armée et les manifestants eurent lieu près de la Place Tahrir, le Parlement et le ministère de l'Intérieur. Les affrontements de la rue Mohamed Mahmoud débutèrent en novembre, après ceux de la rue Qasr al-Aini (décembre 2011), soit dix jours avant les élections au Caire. Le 18 novembre, ou « *Friday of one demand* » (le Vendredi d'une seule demande), d'importantes figures politiques et des militants de tous les partis manifestèrent contre les principes supra-constitutionnels du SCAF. Tout se déroula alors de manière pacifique. Le lendemain, 19 novembre 2011, les forces de sécurité attaquèrent un *sit-in* sur la place Tahrir utilisant de manière intensive du gaz lacrymogène contre les manifestants ainsi que des munitions réelles. Le niveau des violences exercées par les forces de sécurité choqua de nombreux Égyptiens avant les élections et la méfiance dont ils faisaient preuve à l'égard du SCAF au pouvoir ne fit que croître. Les affrontements durèrent quatre jours, causant la mort de 45 personnes et faisant des centaines de blessés²¹. Surprise par la réponse des manifestants, l'armée commença à ériger d'immenses murs afin de bloquer les rues menant au ministère de l'Intérieur²².

Le 16 décembre, après le deuxième tour des élections parlementaires, des affrontements éclatèrent à nouveau rue Qasr al-Aini, à proximité du Parlement. Les combats de rue opposant l'armée aux manifestants civils causèrent de nombreux blessés. Les heurts continuèrent, les manifestants et les forces armées se jetant des projectiles²³. De jeunes officiers et des forces de sécurité jetèrent même des cailloux, des plaques de verre et des extincteurs en direction des manifestants. Un groupe de militants fut arrêté et détenu dans le bâtiment de l'Assemblée du peuple par des militaires et des forces de sécurité. Le SCAF nia tout recours à la violence et affirma que de tierces parties cherchaient à déstabiliser le pays²⁴.

De la même manière que lors des événements qui eurent lieu durant les 18 jours précédant l'éviction de Moubarak, les forces de police ne sont pas parvenues à mettre un terme aux manifestations de la place Tahrir et l'armée dut à nouveau intervenir. Cette fois-ci, en novembre et décembre 2011, l'armée était l'agresseur et non le sauveur de la Révolution du 25 janvier²⁵. Au cours des heurts des rues Mohamed Mahmoud et Qasr al-Aini, les forces de sécurité reçurent directement du SCAF l'ordre de nettoyer la place Tahrir de ses manifestants. Les généraux ne voulaient pas prendre de risques et craignaient de perdre le contrôle sur la situation sécuritaire au Caire. La seule solution qui se présentait alors à eux consistait à vaincre et à mettre un terme aux manifestations par tout moyen, même si cela impliquait la violence. Le SCAF toléra les manifestations du vendredi, mais aucun *sit-in* ne fut accepté les jours suivants²⁶.

Les heurts de Mohamed Mahmoud affectèrent sérieusement la perception publique du SCAF et des Frères musulmans²⁷. Le Parti Liberté et Justice, aile politique des Frères musulmans, reçurent d'innombrables critiques de la part de l'opposition et des forces libérales pour la décision stratégique de ne prendre part à aucun affrontement. Les membres du parti se concentraient principalement sur les élections parlementaires évitant toute confrontation avec le SCAF²⁸.

Lors des élections, le SCAF intensifia les efforts pour protéger les bureaux de vote et assurer aux votants un environnement sûr, notamment suite aux incidents de la rue Mohamed Mahmoud²⁹. Le SCAF joua ainsi un rôle consistant à protéger la révolution et à conduire l'Égypte vers la démocratie. Néanmoins, les médias internationaux présentaient dans le même temps le SCAF comme l'agresseur au cours des affrontements de rue, refusant de répondre aux revendications des révolutionnaires³⁰.

Les supporters ultras de la célèbre équipe de football *Al-Ahly* du Caire évoluant en Première Ligue furent une autre force violente lors des affrontements de rue au cours des élections parlementaires. Bien connus et très respectés parmi les manifestants, les ultras furent accueillis comme des héros par ces derniers lorsqu'ils entrèrent sur le champ de bataille constitués en grands groupes armés de cocktails

Molotov et d'équipements pyrotechniques. Cette popularité de rue commença à poser d'importants problèmes de sécurité à l'armée. Le SCAF perdit son image de héros de la révolution du 25 janvier et les ultras devinrent plus attrayants pour les populations jeunes³¹. Des confrontations violentes entre les ultras et l'armée eurent lieu lors des affrontements des rues Mohamed Mahmoud et Qasr al-Aini³². Ils jouèrent un rôle essentiel dans la révolution du 25 janvier et continuèrent à le faire dans les manifestations politiques de rue en Égypte depuis l'éviction de Moubarak³³.

En bref, la plus grande erreur de l'armée consista à intervenir dans les affrontements de la rue Mohamed Mahmoud. Bien que les heurts de Mohamed Mahmoud et de Qasr al-Aini aient éclaté, les forces armées parvinrent à poursuivre les élections, ce qui représentait la première priorité du SCAF.

Échauffourées au football à Port-Saïd, février 2012

Le 1^{er} février 2012, au moins 74 personnes furent tuées et de nombreuses autres blessées à la suite d'un match de football dans la ville de Port-Saïd, située à 200 kilomètres du Caire sur le Canal de Suez³⁴. L'équipe de football *Al-Ably* du Caire rencontrait l'équipe locale de Port-Saïd, *al-Masry*. Immédiatement après la fin du match, les lumières furent brusquement éteintes dans le stade et des voyous armés commencèrent à s'en prendre aux supporters. La majeure partie des victimes de Port-Saïd soutenait *Al-Ably* et appartenait aux ultras. L'armée réagit immédiatement aux échauffourées en envoyant des hélicoptères à Port-Saïd afin d'évacuer les joueurs et les supporters blessés³⁵.

Les informations sur le massacre de Port-Saïd se sont rapidement répandues dans le pays et nombre d'Égyptiens ont pensé que la violence avait été pré-planifiée par le SCAF³⁶. Divers groupes d'opposition, y compris des forces libérales et des représentants des partis politiques islamiques, ont accusé le SCAF d'avoir commandité le « massacre » de Port-Saïd, affirmant que les généraux étaient attachés au régime Moubarak et que leur principal objectif était d'entraver le processus de démocratisation en Égypte en propageant la violence et la peur dans la société³⁷.

Au cours des jours suivants, les ultras commencèrent à venger leurs camarades tués au Caire. Partout dans le pays, des manifestations de masse furent organisées par les ultras avec pour objectif principal d'attaquer le ministère de l'Intérieur dans la capitale. Bien que les combats de rue aient duré plusieurs jours devant le ministère, les généraux ordonnèrent une enquête officielle sur les échauffourées de Port-Saïd et promirent de faire payer les auteurs du massacre³⁸. Encore une fois, les mouvements de jeunesse et la police furent impliqués dans les épisodes de violence qui firent suite aux révoltes de Port-Saïd. La tragédie qui y eut lieu refléta

bien la situation critique d'un point de vue sécuritaire en Égypte, qui était en train d'empirer d'une manière assez dramatique³⁹.

Le SCAF réalisa que le temps était venu de céder le pouvoir à une autorité civile après les élections présidentielles planifiées, sans quoi la situation sécuritaire du pays ne s'en verrait que plus dégradée⁴⁰. Au final, en juin 2012, Mohamed Morsi, le candidat des Frères musulmans, remporta la majorité des voix lors du second tour des élections présidentielles contre son adversaire Ahmed Shafik, le représentant du SCAF⁴¹. En août 2012, le président Morsi a relevé de ses fonctions le ministre de la Défense, le Maréchal Tantawi et son chef d'État-major Annan suite à la crise du Sinaï. Les deux avaient été des personnalités de premier plan du SCAF, qui avait dirigé le pays après l'éviction de l'ancien président Moubarak. Le changement fut radical⁴².

En somme, les émeutes de Port-Saïd impliquèrent principalement les forces de police et les mouvements de jeunesse ; l'armée n'étant pas intervenue. Cette dernière chercha plutôt à jouer ici le rôle du défenseur, en envoyant à Port-Saïd des hélicoptères pour évacuer les supporters et les joueurs blessés. Bien que l'armée ait fait preuve de solidarité avec les familles des victimes de Port-Saïd, la population ne faisait plus confiance aux généraux car ils n'étaient pas parvenus à assurer la sécurité et n'avaient pas reconnu leur responsabilité pour les massacres. Le SCAF réalisa que son rôle en tant qu'institution dirigeante avait pris fin et que l'armée devait céder le pouvoir au président Morsi, nouvellement élu, afin d'apaiser les violences en Égypte.

Condammations à mort à Port-Saïd, février 2013

Le 26 janvier et le 9 mars 2013, près d'un an après les échauffourées de Port-Saïd, un tribunal condamnait à mort 21 supporters de l'équipe locale de football et acquittait sept officiers de police⁴³. Deux policiers haut-gradés, dont un était l'ancien directeur de la sécurité de Port-Saïd, furent condamnés à 15 ans de réclusion. Dès son annonce, 15.000 supporters d'*Al-Ahly* commencèrent à célébrer le verdict devant le tribunal⁴⁴.

Pourtant, tout le monde n'accepta pas cette sentence controversée, à commencer par les habitants de Port-Saïd. Des amis et des membres des familles des personnes condamnées entreprirent de se venger contre la police⁴⁵. Au cours des jours suivants, des violences mortelles éclatèrent au Caire, à Alexandrie, à Ismaïlia, à Suez, à Port-Saïd et dans d'autres villes industrielles. Le Président Morsi et les Frères musulmans étant les cibles des manifestations⁴⁶. La situation sécuritaire devint incontrôlable, avec au moins 30 morts et de nombreux blessés⁴⁷.

La date du procès des émeutes de Port-Saïd, le 26 janvier 2013, était chargée de signification dans la mesure où elle était le lendemain du deuxième anniver-

saire de la soi-disant Révolution du 25 janvier 2011. Mais en 2013, la jeunesse de la place Tahrir, qui avait renversé l'ancien président Moubarak, n'était pas prête à célébrer cette journée particulière ; les manifestants décidèrent au contraire de poursuivre les affrontements violents contre le régime de Morsi. La situation sécuritaire avait déjà été critique avant que ne soit prononcé le verdict de Port-Saïd ; par la suite, la colère continua à gagner les manifestants de la place Tahrir⁴⁸.

Au cours du deuxième anniversaire de la révolution, l'armée n'a pas pris part aux affrontements car les combats de rue étaient dirigés contre les Frères musulmans. De violentes altercations éclatèrent entre les forces de police déployées par la confrérie et des groupes de jeunes⁴⁹. À Port-Saïd, les manifestants essayèrent de bloquer le Canal de Suez contrôlé par l'armée égyptienne⁵⁰. Du fait de la situation sécuritaire critique, le Président Morsi décréta un couvre-feu à Port-Saïd, Ismaïlia et Suez pour tenter de maîtriser les affrontements⁵¹. Les résidents des villes situées le long du Canal de Suez ignorèrent le couvre-feu et commencèrent à défier l'ordre présidentiel⁵².

Cette fois, l'armée coopéra avec les manifestants. Les officiers, par exemple, organisèrent des tournois de football avec les résidents durant le couvre-feu afin de désamorcer la situation à Ismaïlia⁵³. Cette tactique évita une nouvelle fois à l'armée d'être associée au régime de Morsi ; la même stratégie que celle utilisée par les forces armées au cours des 18 jours en 2011. Une fois de plus, c'était au tour de l'armée de jouer un rôle crucial pour assurer la sécurité et la stabilité en Égypte. Le regard que l'opinion publique portait sur l'armée changea ; encore une fois, les officiers furent acclamés comme des héros dans les rues de Port-Saïd⁵⁴.

Mais un autre facteur a contribué au changement d'attitude à l'égard des forces armées. Le référendum de décembre 2012 portant sur la nouvelle constitution scinda la société égyptienne entre les opposants et les partisans des Frères musulmans. À partir de décembre 2012, l'accent fut mis sur le gouvernement du Président Morsi et des Frères musulmans, et non sur le rôle de l'armée. Cette dernière profita de la lutte politique entre les partis politiques islamiques et les forces libérales.

La chute de Morsi, juillet 2013

La polarisation entre les Frères musulmans de Morsi et l'opposition se vit renforcée en mars lorsque la pénurie de carburants fit s'envoler les prix des denrées et les coupures d'électricité se firent de plus en plus fréquentes⁵⁵. Le problème des carburants était en partie dû à l'incapacité du gouvernement de payer les dettes que le pays avait contractée à l'égard de compagnies pétrolières étrangères⁵⁶. Dans ce contexte socioéconomique, la réticence du Fonds Monétaire International (FMI) à augmenter le prêt accordé à l'Égypte a compliqué davantage la situation

pour l'administration Morsi. Suite à d'infructueuses négociations durant le mois d'avril, les représentants du FMI allaient reporter les discussions en octobre 2013⁵⁷.

Avec une crise économique sévère et des tensions grandissantes entre les pro- et les anti-Morsi, l'armée semblait jouer une nouvelle fois un rôle de médiateur. Une semaine avant l'anniversaire de l'accession de Morsi à la présidence, le général el-Sisi avertit publiquement les camps politiques que l'armée était prête à agir d'une manière décisive afin d'empêcher le chaos et la violence⁵⁸. Évitant la partialité, l'armée s'est auto-investie de la responsabilité de préserver l'unité du pays en mettant en garde contre « une fracture au sein de la société dont la continuation constitue un danger pour l'État égyptien⁵⁹ ». El-Sisi souligna la responsabilité de l'armée dans un contexte de tensions accrues en rappelant aux camps la « responsabilité patriotique et morale [de l'armée] à l'égard de son peuple [qui] lui impose d'intervenir afin d'éviter que l'Égypte ne glisse dans un sombre tunnel de conflits, querelles intestines, criminalité, accusations de trahison, dissensions secondaires et effondrement des institutions étatiques⁶⁰ ». Par ailleurs, compte tenu du contexte polarisé, el-Sisi « [appela] à toutes les parties de parvenir à une formule de consensus, accord et réconciliation réels afin de protéger l'Égypte et son peuple' ... [dans un délai] d'une semaine, 'au cours duquel il est possible d'accomplir de nombreuses choses'⁶¹ ».

En dépit de l'avertissement de l'armée, le 30 juin des millions d'Égyptiens sortirent dans les rues des grandes villes en exigeant la démission du président Morsi. Les manifestants se rassemblèrent principalement contre le refus de l'influence islamiste grandissante dans les sphères politiques, sociales, et culturelles⁶². Au moins sept personnes furent tuées au Caire à la suite d'affrontements entre les anti- et les pro-Morsi⁶³. L'armée réagit le lendemain en adressant publiquement un ultimatum à l'administration Morsi⁶⁴. Si, dans les 48 heures, le président ne prenait pas de mesures afin de répondre aux revendications des manifestants pour un gouvernement plus ouvert, l'armée « allait imposer [sa]... 'propre feuille de route' » pour l'avenir⁶⁵.

Le 3 juillet, après que Morsi ait refusé l'ultimatum par un discours furibond insistant sur le fait qu'il dirigeait le pays de manière légitime, conformément à la Constitution, le général el-Sisi annonça sa destitution. En suspendant la Constitution et en installant un gouvernement intérimaire dirigé par Adli Mansour, les forces armées justifièrent l'intervention comme étant une réponse apportée aux millions d'Égyptiens qui étaient prétendument opposés aux projets islamistes des Frères musulmans⁶⁶. Après l'arrestation de Morsi et des dirigeants des Frères musulmans au cours des jours suivants, la situation connut une escalade le 8 juillet lorsqu'au moins 54 partisans de Morsi furent tués et plus de 300 autres blessés au

Caire⁶⁷. Les protestataires avaient manifesté à l'extérieur de l'établissement où Morsi était supposé être détenu⁶⁸.

Les doutes sur les véritables motivations de l'armée pour le renversement de Morsi réapparurent lorsque les coupures d'électricité prirent soudain fin et que, le 10 juillet, la police retourna dans les rues⁶⁹. Dans le même temps, le gouvernement dirigé par des militaires commença une campagne publique accusant les Frères musulmans d'avoir incité aux heurts violents avant et après la destitution de Morsi⁷⁰. En conséquence, le nouveau gouvernement de Mansour n'allait inclure ni les Frères musulmans ni un quelconque autre parti politique islamiste⁷¹.

Les 24 et 25 juillet, les tensions entre les pro- et anti-Morsi s'intensifièrent lorsque deux annonces importantes furent faites simultanément. D'une part, le 24 juillet, l'administration Obama déclara qu'elle ne pouvait pas affirmer clairement si l'armée égyptienne avait ou non monté un coup d'état contre Morsi. Ainsi, l'Égypte allait continuer à recevoir chaque année 1,5 milliards de dollars dans le cadre de l'aide publique au développement (APD) accordée par les États-Unis⁷². D'autre part, le 25 juillet la justice ordonna qu'une enquête soit conduite afin de déterminer si Morsi, qui était détenu, avait ou non conspiré avec le Hamas pour s'évader de prison en 2011⁷³. Au cours des deux jours suivants, les heurts entre manifestations firent plus d'une douzaine de morts. Enfin, le 27 juillet, dans une tentative visant à mettre un terme aux affrontements, les autorités égyptiennes ordonnèrent aux forces de sécurité d'attaquer les manifestants islamistes. Tuant au moins 72 personnes, les blessures par balle à la tête ou à la poitrine montrèrent que les forces de l'État n'étaient pas tenues par leurs supérieurs d'utiliser uniquement des moyens non-létaux⁷⁴.

La violence a culminé le 14 août lorsque les services de sécurité ont violemment réprimé deux importants pro-Morsi *sit-in* refusant de se disperser, déclenchant ainsi des émeutes et des affrontements au Caire et dans l'ensemble du pays⁷⁵. En réaction à plus de 600 morts, pour la plupart des islamistes, et au moins 3.700 personnes blessées, les Frères musulmans appelèrent leurs partisans à descendre dans la rue le lendemain⁷⁶. Peu de temps après, le général el-Sisi déclara un état d'urgence d'un mois lorsque le vice-président intérimaire Mohamed El Baradei démissionna en réaction à l'utilisation disproportionnée de la violence par les forces de l'État⁷⁷. Mais 1.000 autres personnes furent encore tuées dans les heurts auxquels ont pris part des partisans des Frères musulmans manifestant au Caire contre l'emploi indiscriminé de la violence par les autorités⁷⁸.

Les escalades ne perdirent pas en intensité avant le 20 août. Alors que les forces étatiques s'abstinrent finalement de recourir à la violence létale, les dirigeants des Frères musulmans furent systématiquement traqués et arrêtés par la police. Le leader spirituel Mohamed Badie fut parmi les plus importants détenus.

Avec ses dirigeants disparus et les états occidentaux qui n'envisageaient pas de retirer leurs aides financières, les Frères se virent isolés. Les manifestations de masse prirent fin⁷⁹.

Conclusion

Malgré la brève phase de transition depuis la chute de Moubarak en février 2011, l'analyse des épisodes du conflit confirme, à première vue, l'hypothèse préliminaire. En effet, l'armée fut en mesure de désamorcer la flambée des révoltes violentes au cours des élections de novembre 2011 ainsi qu'à la suite des échauffourées de Port-Saïd en février 2012 et 2013. Cependant, un regard nuancé porté sur les décisions des dirigeants militaires révéla de la même manière une réalité ambivalente. Si début février 2011, au cours des derniers jours de la présidence de Moubarak, l'armée apparaissait résolument favorable au mouvement de protestation, autrement dit faisait preuve d'un soutien aux « revendications légitimes » de la population, son implication politique limita considérablement son autonomie.

Lorsque les forces de police ne parvinrent pas à disperser les mouvements sociaux grandissants dans l'ensemble du pays à l'approche des élections de novembre 2011, le SCAF déploya des forces armées pour contenir les affrontements directs. Compte tenu de sa fonction dirigeante intérimaire, l'armée fut rapidement perçue comme l'un des responsables des heurts. Cela contrasta avec l'image héroïque donnée aux militaires après l'éviction de Moubarak deux mois auparavant. En dépit d'un rôle ambigu au cours de cet épisode d'escalade, le SCAF parvint à organiser des élections parlementaires. Ainsi, la position ambivalente des forces armées s'explique mieux par l'inexpérience politique que par une décision délibérée de réprimer les votants. À l'époque de Moubarak, l'armée n'était pas impliquée sur la scène politique ; ce rôle revenait à l'ancien Parti National Démocratique.

Les échauffourées de Port-Saïd en février 2012 dressent un tableau semblable. Une nouvelle fois, des affrontements directs eurent lieu entre les forces de police locales et des groupes de manifestants alors que l'armée envoya des hélicoptères sur les stades de football pour porter assistance aux blessés. Cependant, lorsque le SCAF fut accusé par de larges pans de la société d'avoir planifié le recours à la violence, le gouvernement intérimaire annonça l'ouverture d'enquêtes officielles. Les dirigeants militaires décidèrent alors de quitter leurs fonctions et de préparer la voie à un gouvernement civil. Après les élections présidentielles de 2012, lorsque Mohamed Morsi, le candidat du Parti Liberté et Justice, remporta la majorité des voix, le SCAF accepta de céder le pouvoir à Morsi. Néanmoins, deux jours avant le second tour des élections présidentielles, la plus haute cour égyptienne prononçait la dissolution du Parlement dominé par les Frères musul-

mans et annonçait qu'Ahmed Shafik, le candidat favori du SCAF, pouvait rester dans la course. Avant la prise de pouvoir du Président Morsi, ces deux provocations directes furent un choc pour les Frères musulmans. Conçue comme un test permettant à l'armée de connaître la réaction des Frères et des masses populaires, l'annonce fut perçue comme une provocation. Confrontée à une situation sécuritaire aggravée, l'armée fit un pas en arrière et décida d'apaiser les tensions. Le gouvernement civil de Morsi prit le pouvoir en juin 2012.

Bien que le rôle joué par le SCAF lors des incidents de Port-Saïd, en février 2012, reste peu clair, il semblerait que le mouvement d'opposition ait critiqué toute action initiée par l'administration intérimaire. Ainsi, envoyer des hélicoptères sur le stade et demander officiellement que des enquêtes soient menées ne peuvent être qu'en partie considérés comme des facteurs d'apaisement. Contrairement aux élections de novembre 2011 et à l'incident de Port-Saïd de février 2012, les dirigeants militaires bénéficièrent du transfert de pouvoir à l'administration Morsi durant l'été 2012. L'armée apparut de nouveau comme garant de la stabilité interne dans la mesure où Morsi rencontra de plus en plus d'opposition de la part d'immenses pans des anciennes forces anti-Moubarak et où la police n'était toujours pas à même d'assurer la sécurité sur le terrain. Le verdict à propos des morts de Port-Saïd en janvier 2013 illustre bien cette situation. Les forces armées apparurent comme médiateur entre la police qui faisait preuve d'incapacité et les frustrations des manifestants.

En dépit de la fonction stabilisatrice de l'armée, médiatrice aussi bien au niveau politique que sur le terrain, la manière dont Morsi fut renversé en juillet 2013 illustra clairement le caractère temporaire de ce rôle. Deux aspects en particulier questionnèrent le rôle de pacificateur joué par l'armée. Tout d'abord, la direction militaire a ordonné la suppression du premier président démocratiquement élu, compromettant les conséquences de l'apparition de conflit polarisé. Ceci est saisissant compte tenu du fait que le général al-Sisi avait averti les camps politiques de la situation explosive avant l'anniversaire de la présidence de Morsi. Deuxièmement, les forces armées contribuèrent à accroître la violence en autorisant les services de sécurité de prendre des mesures contre les manifestants des Frères musulmans ; le nombre anormalement élevé de personnes tuées par balles illustre bien cet aspect.

Compte tenu du changement qualitatif dans l'usage de la violence de la part de l'armée depuis la chute de Moubarak en février 2011, les forces armées égyptiennes sont apparues comme étant, au mieux, un facteur pacificateur temporaire. Allant au-delà des déclarations officielles et des opérations militaires sur le terrain, l'implication de l'armée dans l'économie nationale mérite d'être analysée. Selon certains chercheurs, l'une des principales raisons pour laquelle les forces armées

ont soutenu le mouvement de protestation contre Moubarak début 2011 tient à la position importante qu'elles occupaient dans l'économie nationale⁸⁰. L'institution militaire est toujours fortement impliquée dans le secteur économique privé. Les forces armées dirigent diverses entreprises, comme des hôpitaux, des banques, des compagnies et des fermes⁸¹. Historiquement, on se souviendra que le président Moubarak avait récompensé des généraux à la retraite en leur accordant des fonctions de ministres, de gouverneurs, de présidents d'entreprises publiques de premier plan et de directeurs dans le secteur économique privé de sorte à les maintenir en dehors de l'arène politique⁸². Dans ce contexte, il est important de considérer le fait que depuis la chute de la monarchie avec le coup d'état de 1952, les quatre présidents égyptiens étaient issus de l'armée. Cette dernière reste une institution respectée, perçue comme facteur de stabilité et de sécurité. Il n'est pas surprenant qu'en dépit du fait d'avoir cédé le pouvoir au président Morsi en juin 2012, l'armée avait consolidé sa position dans la nouvelle constitution⁸³. Compte tenu de ces explications historiques, le renversement de Morsi et l'arrestation ultérieure de certains des principaux dirigeants des Frères musulmans ne sont pas surprenants.

Avec l'armée qui reconstitue son pouvoir comme à l'époque Moubarak, Morsi en attente de son procès, et les Frères musulmans dépourvus de leurs dirigeants, l'Égypte semble à présent avoir retrouvé une stabilité politique. Toutefois, comme l'a mis en lumière notre analyse, cette paix relative n'a pas été acquise grâce à l'excellence du rôle pacificateur des forces armées. Il semble tout au contraire que ces dernières aient repris le pouvoir politique par la violence et redonné, par la suite, le monopole de la violence à l'État pour leur propre intérêt, autrement dit pour conserver les bénéfices matériels obtenus après une décennie d'implication dans l'économie nationale. La réponse à la question formulée dans le titre de cet article est affirmative : l'armée agira comme « pacificateur » tant que ce rôle continuera à servir prioritairement ses intérêts politiques et économiques.

Il est probablement impossible d'identifier les processus décisionnels dans le cercle fermé des responsables militaires à l'aide des seuls outils académiques, par exemple, l'accès à des entretiens avec des experts. Cet article relève néanmoins trois implications pertinentes pour les recherches et l'élaboration des politiques futures. Premièrement, l'argument de la « stabilité par la répression » s'avère être un arme à double tranchant. Si le monopole de la violence sur le terrain est détenu par l'état, pouvant empêcher les affrontements directs entre des adversaires populaires, les mesures partiales et indiscriminées alimenteront probablement les griefs sur le long terme. Deuxièmement, la stabilité et la sécurité nationales dépendent des capacités et de la volonté des forces armées d'assurer le nécessaire. Il est toutefois improbable que la seule répression militaire garantisse cela sur le long terme.

Les partisans des Frères musulmans continuent par exemple à manifester contre le régime de el-Sisi en dépit du fait que leurs principaux dirigeants soient détenus et que les forces de sécurité aient recouru à des moyens violents. Dans ce contexte polarisé, les Frères musulmans devront être inclus dans le processus de réconciliation nationale. À défaut, les griefs historiques ressentis par de larges pans de la société sous l'ère Moubarak finiront par réapparaître et susciter des mouvements sociaux. Troisièmement, pour initier un tel dialogue national, la participation d'une tierce partie sera nécessaire ; celle-ci devra en mesure d'amener les adversaires à la table des négociations. Ni Washington ni Bruxelles n'ayant osé qualifier l'éviction de Morsi de coup d'état fomenté par l'armée, la crédibilité de l'Occident fut sérieusement affectée. Au regard de cela, les États-Unis et l'Union européenne devraient pour le moins essayer d'influencer les alliés respectifs pour que les Frères musulmans (via la Turquie et le Qatar) comme les forces armées (via l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis) atténuent leurs revendications maximalistes⁸⁴.

Notes

1. KIRKPATRICK, David, « Army Ousts Egypt's President; Morsi Is Taken Into Military Custody », *New York Times*, 1 juillet 2013 ; HAUSLOHNER, Abigail, BOOTH, William et AL-HOURANI, Sharaf, « Egyptian military ousts Morsi, suspends constitution », *Washington Post*, 3 juillet 2013 ; BOWEN, Jeremy, « Egypt crisis: Army ousts President Mohammed Morsi », *BBC News*, 4 juillet 2013.

2. GERBAUDO, Paulo, « The Roots of the Coup », *Soundings* 54, 2013, pp. 104–14, www.lwbooks.co.uk/journals/soundings/pdfs/s54%20gerbaudo.pdf.

3. HAUSLOHNER, BOOTH, et AL-HOURANI, « *Egyptian Military Ousts Morsi* » ; et Bowen, « *Egypt Crisis* ».

4. GEORGY, Michael, « Mubarak's Last PM Backs Army's Sisi for Egyptian President », *Euronews*, 9 septembre 2013, www.euronews.com/newswires/2108632-mubaraks-last-pm-backs-armys-sisi-for-egyptian-president/.

5. GOLDSTONE, Jack A. et al., « A Global Model for Forecasting Political Instability », *American Journal of Political Science* 50, no. 1, janvier 2010, pp. 190–208 ; et VREELAND, James Raymond, « The Effect of Political Regime on Civil War: Unpacking Anocracy », *Journal of Conflict Resolution* 52, no. 3, juin 2008, pp. 401–25.

6. MANSFIELD, Edward D. et SNYDER, Jack L., « Pathways to War in Democratic Transitions », *International Organization* 63, no. 2, avril 2009, pp. 381–90 ; GLEDHILL, John, « Competing for Change: Regime Transition, Intrastate Competition, and Violence », *Security Studies* 21, no. 1, 2012, pp. 43–82 ; et ALEXANDER, Marcus, « Democratization and Hybrid Regimes: Comparative Evidence from Southeast Europe », *East European Politics and Societies* 22, no. 4, automne 2008, pp. 928–54.

7. STOCKEMER, Daniel, « Regime type and civil war – a re-evaluation of the inverted U-relationship », *Global Change, Peace & Security: anciennement Pacifica Review: Peace, Security & Global Change* 22, no. 3,

2010, pp. 261-274 ; SAMSET, Ingrid, « Building a Repressive Peace: The Case of Post-Genocide Rwanda », *Journal of Intervention and Statebuilding* 5, no. 3, 2011, pp. 265-283 ; HERREROS, Francisco, « 'The Full Weight of the State': The Logic of Random State-Sanctioned Violence », *Journal of Peace Research* 43, no. 6, 2006, pp. 671-689 ; DAVENPORT, Christian, « State Repression and the Tyrannical Peace », *Journal of Peace Research* 44, no. 4, 2007, pp. 485-504 ; COLARESI, Michael et CAREY, Sabine C., « To Kill or to Protect: Security Forces, Domestic Institutions, and Genocide », *Journal of Conflict Resolution* 52, no. 1, 2008, pp. 39-67.

8. SAMSET, « *Building a Repressive Peace* » ; et RICHMOND, Oliver P. et TELLIDIS, Ioannis, « The Complex Relationship between Peacebuilding and Terrorism Approaches: Towards Post-Terrorism and a Post-Liberal Peace? », *Terrorism and Political Violence* 24, no. 1, 2012, pp. 120-43.

9. GAUB, Florence, « The Libyan Armed Forces between Coup-Proofing and Repression », *Journal of Strategic Studies* 36, no. 2, avril 2013, pp.221-44 ; et HEYDEMANN, Steven et LEENDERS, Reinoud, « Authoritarian Learning and Authoritarian Resilience: Regime Responses to the 'Arab Awakening' », *Globalizations* 8, no. 5, octobre 2011, pp. 647-53.

10. KRIESBERG, Louis, *Constructive Conflicts: From Escalation to Resolution*, Lanham, MD : Rowman & Littlefield, 1998, p. 152, p. 210.

11. En dépit d'un important nombre de morts (environ 80), la crise de Sinai en août et septembre 2013 n'est pas été retenue comme un intra-cas. Cela s'explique par des contextes différents par rapport aux heurts étudiés. À la différence des affrontements entre les mouvements de protestation, pour la plupart urbains, contre l'État, la crise de Sinai fut gérée par une opération militaire contre des islamistes présumés de Gaza. Alors qu'elles avaient ignoré les attaques mineures contre les gazoducs en avril et juin 2012, les forces armées intervinrent militairement en août et septembre après que des « djihadistes » présumés tuèrent 16 policiers à un poste-frontière à Rafah, le 6 août 2012. Voir KNELL, Yolande, « Fighting Extremism in Egypt's Sinai », *BBC News*, 10 août 2012, www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-19206931.

12. MAGALONI, Beatriz et KRICHEL, Ruth, « Political Order and One-Party Rule », *Annual Review of Political Science* 13, 2010, pp. 123-43 ; et HASSAN, Hamdy A., « State versus Society in Egypt: Consolidating Democracy or Upgrading Autocracy », *African Journal of Political Science and International Relations* 4, no. 9, 2010, pp. 319-29.

13. PROTHERO, Mitchell, « Out of the Time: Egyptians Force Out Hosni Mubarak », *Jane's Intelligence Review* 23, no. 3, mars 2011, pp. 8-11.

14. BALATA, Sundus, « The Egyptian Uprising », *Inquiry and Insight* 4, no. 1, 2011, p. 72.

15. KHATAB, Sayed, « *Egyptian Revolution and Its Impact on the Stability in the Middle East* » (article présenté lors de la 24^e conférence annuelle de l'Association internationale pour la gestion des conflits, Istanbul 2011), pp. 5-7, http://papers.ssrn.com/sol3/Delivery.cfm/SSRN_ID1872581_code1669085.pdf?abstractid=1872581&mirid=1.

16. FATHI, Yasmine, « SCAF's Proposal for Constitution 'Abuses Will of the People', Charge Critics », *Abram Online*, 3 novembre 2011, <http://english.ahram.org.eg/News/25802.aspx>.

17. SHARP, Jeremy M., *Egypt in Transition*, rapport de CRS pour le Congrès RL33003, Washington, DC : Congressional Research Service, 4 mai 2011, p. 3, <http://fpc.state.gov/documents/organization/168035.pdf>.

18. International Foundation for Electoral Systems, *Elections in Egypt: Analysis of the 2011 Parliamentary Electoral System*, Washington, DC : International Foundation for Electoral Systems, 1 novembre 2011, p. 4, www.ifes.org/~media/Files/Publications/White%20PaperReport/2011/Analysis_of_Egypt_2011_Parliamentary_Electoral_System.pdf.

19. *Id.*

20. *Id.*

21. Human Rights Watch, « Mohamed Mahmoud Protester Killings a Test for President Morsi », *Abram Online*, 19 novembre 2012, <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/58571/Egypt/Politics-/HRW-Mohamed-Mahmoud-protester-killings-a-test-for-.aspx>.

22. ABAZA, Mona, « Walls, Segregating Downtown Cairo and the Mohammed Mahmud Street », *Theory, Culture and Society* 30, no. 1, 2012, pp. 5–11.
23. DEMOS, Amen, « Ägypten: Tahrir Clashes », *Interpol.tv*, décembre 2011, fichier vidéo.
24. IBRAHIM, Ekram, « Mohamed Mahmoud Clashes, One Year On: 'A Battle for Dignity' », *Jadaliyya*, 19 novembre 2012, www.jadaliyya.com/pages/index/8499/mohamed-mahmoud-clashes-one-year-on-a-battle-for-d.
25. Carter Center, *Final Report of the Carter Center Mission to Witness the 2011–2012 Parliamentary Elections in Egypt*, Atlanta : Carter Center, 2012, pp. 6–7, www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/peace_publications/election_reports/egypt-2011-2012-final-rpt.pdf.
26. KHALIFA, Ahmed, « Parlamentswahlen in Ägypten 2011–2012 », *Transit*, 17 janvier 2012, <http://blog.goethe.de/transit/archives/384-Parlamentswahlen-in-AEgypten-2011-2012.html>.
27. IBRAHIM, « *Mohamed Mahmoud Clashes* ».
28. *Id.*
29. KHALIFA, « *Parlamentswahlen in Ägypten 2011–2012* ».
30. Freedom House, *Countries at the Crossroads 2012: Egypt*, Washington, DC : Freedom House, 2012, pp. 4–5, www.freedomhouse.org/sites/default/files/Egypt%20-%20FINAL.pdf.
31. DORSEY, James M., « Pitched Battles: The Role of Ultra Soccer Fans in the Arab Spring—Analysis », *Mobilization: An International Journal* 17, no. 4, 2012, pp. 411–18.
32. KHALIFA, « *Parlamentswahlen in Ägypten 2011–2012* ».
33. DORSEY, « *Pitched Battles* ».
34. MORSEY, Ahmed, « Port Said on the Defensive », *Al-Abram Online*, 9–15 février 2011, <http://weekly.ahram.org.eg/2012/1084/eg1.htm>.
35. PUTZ, Ulrike, « Violence in Port Said: At Least 74 Dead in Football Clashes in Egypt », *Spiegel Online*, 2 février 2012, www.spiegel.de/international/world/violence-in-port-said-at-least-74-dead-in-football-clashes-in-egypt-a-812847.html.
36. HUSSEIN, Abdel-Rahman, « Egypt Football Match Violence: Dozens Dead and Hundreds Injured », *Guardian*, 1 février 2012, www.theguardian.com/world/2012/feb/01/egypt-football-match-violence-dead.
37. KIRKPATRICK, David D., « Egyptian Soccer Riot Kills More Than 70 », *New York Times*, 1 février 2012, www.nytimes.com/2012/02/02/world/middleeast/scores-killed-in-egyptian-soccer-mayhem.html?_r=0.
38. HUSSEIN, « *Egypt Football Match Violence* ».
39. PUTZ, « *Violence in Port Said* ».
40. AZZAM, Maha, *Egypt's Military Council and the Transition to Democracy*, Londres : Chatham House, mai 2012, pp. 8–9, www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Middle%20East/bp0512_azzam.pdf.
41. HAUSLOHNER, Abigail, « Islamist Morsy Wins Egyptian Presidency, but Will the Military Cede Any Power? », *Time*, 24 juin 2012, <http://world.time.com/2012/06/24/islamist-morsy-wins-egyptian-presidency-but-will-the-military-cede-any-power/>.
42. EL-GHOBASHY, Mona, « Egyptian Politics Upended », *Middle East Research and Information Project*, 20 août 2012, www.merip.org/mero/mero082012.
43. « Egypt Football Violence Death Sentences Condemned », *Amnesty International*, 11 mars 2013, www.amnesty.org/fr/library/asset/MDE12/014/2013/fr/c32d83a3-1241-4ede-b7c7-f84813e90ddb/mde120142013en.html.
44. EL-GAWHARY, Karim, « Court Rulings in Egypt's Soccer Stadium Riots: The Underhand Role of the Police », *Quantara*, 2013, <http://en.qantara.de/content/court-rulings-in-egypts-soccer-stadium-riots-the-underhand-role-of-the-police>.
45. « *Egypt Football Violence Death Sentences Condemned* ».
46. KINGSLEY, Patrick, « Riots as Egyptian Judge Upholds 21 Death Sentences over Football Disaster », *Guardian*, 10 mars 2013, www.theguardian.com/world/2013/mar/10/riots-egypt-death-sentences-football-disaster.

47. KIRKPATRICK, David D., « Egypt's Leader Declares State of Emergency in Three Cities », *New York Times*, 27 janvier 2013, www.nytimes.com/2013/01/28/world/middleeast/morsi-declares-emergency-in-3-egypt-cities-as-unrest-spreads.html.

48. EL GUNDY, Zeinab, « Egypt Revolution's 2nd Anniversary: Rallies, Marches and Street-Cleaning Drives », *Abram Online*, 25 janvier 2013, <http://english.ahram.org.eg/NewsContentPrint/1/0/63194/Egypt/0/Egypt-revolutions-nd-anniversary-Rallies,-marches-.aspx>.

49. KHALIFA, Ahmed, « Gewalt in Ägypten: Kinder des Aufruhrs in Kairo », *Süddeutsche Zeitung*, 31 janvier 2013, www.sueddeutsche.de/politik/gewalt-in-aegypten-kinder-des-aufruhrs-1.1587815.

50. KINGSLEY, « Riots as Egyptian Judge Upholds ».

51. « Egypt Unrest: Morsi Declares Emergency in Three Cities », *BBC News*, 28 janvier 2013, www.bbc.co.uk/news/world-21224643.

52. KHALIFA, « Gewalt in Ägypten ».

53. SHUKRALLAH, Salma, « Suez Canal Residents Defy President Morsi's Curfew », *Abram Online*, 29 janvier 2013, <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/63539/Egypt/Politics-/Suez-Canal-residents-defy-President-Morsis-curfew.aspx>.

54. MONTAGUE, James, « Fear and Loathing in Egypt: The Fallout from Port Said », *CNN*, 30 janvier 2013, www.cnn.com/2013/01/30/sport/football/port-said-egypt-football/.

55. KIRKPATRICK, David D., « Short of Money, Egypt Sees Crisis on Fuel and Food », *New York Times*, 30 mars 2013, www.nytimes.com/2013/03/31/world/middleeast/egypt-short-of-money-sees-crisis-on-food-and-gas.html ; et YOUSUF, Tajamul, « Crisis and Unrest in the Arab World: Problems and Prospects », *International Journal of Innovative Research and Development* 2, no. 7, juillet 2013, pp. 242–44.

56. FAHIM, Kareem, « Egypt Requests \$4.8 Billion from I.M.F. », *New York Times*, 22 août 2012, www.nytimes.com/2012/08/23/world/middleeast/egypt-asks-for-4-8-billion-imf-loan.html.

57. *Id.*

58. HUBBARD, Ben et EL SHEIKH, Mayy, « Egyptian General Warns against Violence as Anniversary Approaches », *New York Times*, 23 juin 2013, www.nytimes.com/2013/06/24/world/middleeast/egyptian-general-warns-against-violence-as-anniversary-approaches.html.

59. *Id.*

60. *Id.*

61. *Id.*

62. KIRKPATRICK, David D., « Egypt, Its Streets a Tinderbox, Braces for a Spark », *New York Times*, 29 juin 2013, www.nytimes.com/2013/06/30/world/middleeast/egypt-its-streets-a-tinderbox-braces-for-a-spark.html?_r=0.

63. HUBBARD, Ben, « Young Activists Rouse Egypt Protests but Leave Next Steps to Public », *New York Times*, 1 juillet 2013, www.nytimes.com/2013/07/02/world/middleeast/egypts-young-activists-rouse-protests-but-leave-next-steps-in-hands-of-public.html.

64. HUBBARD, Ben, « Military Reasserts Its Allegiance to Its Privileges », *New York Times*, 3 juillet 2013, www.nytimes.com/2013/07/04/world/middleeast/Egyptian-military-reasserts-its-allegiance-to-its-privileges.html.

65. KIRKPATRICK, David D. et FAHIM, Kareem, « Morsi Faces Ultimatum as Allies Speak of Military 'Coup' », *New York Times*, 1 juillet 2013, www.nytimes.com/2013/07/02/world/middleeast/egypt-protests.html.

66. HUBBARD, Ben et FAHIM, Kareem, « Bloody Day in Unrest Widens the Rupture among Ordinary Egyptians », *New York Times*, 8 juillet 2013, www.nytimes.com/2013/07/09/world/middleeast/bloody-day-in-unrest-deepens-rupture-among-ordinary-egyptians.html.

67. HUBBARD, Ben, KIRKPATRICK, David D., et EL SHEIKH, Mayy, « Crackdown on Morsi Backers Deepens Divide in Egypt », *New York Times*, 4 juillet 2013, www.nytimes.com/2013/07/05/world/middleeast/egypt.html.

68. *Id.*

69. KIRKPATRICK, David D. et HUBBARD, Ben, « Morsi Defies Egypt Army's Ultimatum to Bend to Protest », *New York Times*, 2 juillet 2013, www.nytimes.com/2013/07/03/world/middleeast/egypt-protests.html?_r=0.

70. HUBBARD, Ben et KIRKPATRICK, David D., « Sudden Improvements in Egypt Suggest a Campaign to Undermine Morsi », *New York Times*, 10 juillet 2013, www.nytimes.com/2013/07/11/world/middleeast/improvements-in-egypt-suggest-a-campaign-that-undermined-morsi.html.

71. *Id.*

72. LANDLER, Mark, « Aid to Egypt Can Keep Flowing, Despite Overthrow, White House Decides », *New York Times*, 25 juillet 2013, www.nytimes.com/2013/07/26/world/middleeast/aid-to-egypt-can-keep-flowing-despite-overthrow-white-house-decides.html.

73. WILSON, Steve, « Egypt Accuses Morsi of Plotting Escape with Hamas », *Telegraph*, 26 juillet 2013, www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/egypt/10204260/Egypt-accuses-Morsi-of-plotting-escape-with-Hamas.html.

74. KIRKPATRICK, David D., « Hundreds Die as Egyptian Forces Attack Islamist Protesters », *New York Times*, 14 août 2013, www.nytimes.com/2013/08/15/world/middleeast/egypt.html.

75. HUBBARD, Ben et al., « Two Sit-Ins Tested New Egyptian Leadership », *New York Times*, 15 août 2013, www.nytimes.com/interactive/2013/08/09/world/middleeast/cairo-protests-video-map.html?_r=0.

76. *Id.*

77. GEORGY, Michael, « Mubarak's Last PM Backs Army's Sisi for Egyptian President », *Euronews*, 9 septembre 2013, www.euronews.com/newswires/2108632-mubaraks-last-pm-backs-armys-sisi-for-egyptian-president/.

78. FAHIM, Kareem et EL SHEIKH, Mayy, « Soldiers Storm a Mosque in Cairo, as Egyptian Leaders Struggle for Order », *New York Times*, 17 août 2013, www.nytimes.com/2013/08/18/world/middleeast/standoff-in-cairo-as-security-forces-surround-mosque.html.

79. NORDLAND, Rod, « Saudi Arabia Promises to Aid Egypt's Regime », *New York Times*, 19 août 2013, www.nytimes.com/2013/08/20/world/middleeast/saudi-arabia-vows-to-back-egypts-rulers.html.

80. AMAR, Paul, « Why Mubarak Is Out », *Jadaliyya*, 1 février 2011, www.jadaliyya.com/pages/index/516/why-mubarak-is-out.

81. MARSHALL, Shana et STACHER, Joshua, « Egypt's Generals and Transnational Capital », *Middle East Report* 262, printemps 2012, www.merip.org/mer/mer262/egypts-generals-transnational-capita ; HASHIM, Ahmed, « The Egyptian Military, Part Two: From Mubarak Onward », *Middle East Policy* 18, no. 4, hiver 2011, pp. 106–28 ; et ABUL-MAGD, Zeinab, « The Army and the Economy in Egypt », *Jadaliyya*, 23 décembre 2011, www.jadaliyya.com/pages/index/3732/.

82. SAYIGH, Yezid, *Above the State: The Officers' Republic in Egypt*, Washington, DC : Carnegie Endowment for International Peace, Carnegie Middle East Center, août 2012, pp. 4–6, http://carnegieendowment.org/files/officers_republic1.pdf.

83. SAYIGH, Yezid, « Morsi and Egypt's Military », *Al-Monitor*, 8 janvier 2013, www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/01/morsi-army-egypt-revolution.html.

84. *International Crisis Group*, *Marching in Circles: Egypt's Dangerous Second Transition*, Middle East / North Africa Briefing no. 35, Caire/Bruxelles : International Crisis Group, 7 août 2013, pp. 17–18, [www.crisisgroup.org/~media/Files/Middle%20East%20North%20Africa/North%20Africa/Egypt/b035-marching-in-circles-egypts-dangerous-second-transition.pdf](http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/Middle%20East%20North%20Africa/North%20Africa/Egypt/b035-marching-in-circles-egypts-dangerous-second-transition.pdf).